

édito

La montée en puissance des luttes revendicatives offensives dans les entreprises constitue le point d'appui incontournable de la volonté de la CGT de travailler la cohérence sur salaires, emplois, retraites, services publics.

Ces luttes démontrent l'engagement des salariés dans leur refus de payer la crise.

C'est dans ce cadre que nous lançons « l'actu de campagne », que nous vous proposons comme un outil commun d'évaluation et de valorisation du travail de cohérence sur nos propositions revendicatives : « Salaires, emplois, retraites, service public ».

Ce support est mis au service de la dynamique des constructions CGT dans les entreprises, les territoires, les professions.

Le déploiement, les luttes la cohérence revendicative et les constructions unitaires sont les thèmes que nous proposons de travailler à partir des informations détenues par chacune des organisations de la CGT.

Donner de la visibilité à la dynamique de votre construction est l'objectif proposé au travers de ce support qui se veut **réactif** pour valoriser vos initiatives chaque semaine et **posé** dans le temps pour évaluer ensemble l'évolution du rapport de force.

Ensemble, donnons nous les moyens de permettre aux salariés de faire pencher la balance de leur côté.

La permanence confédérale :
Lynda Bensella et Denis Lalys

déploiement

Une dynamique à intensifier pour démultiplier les débats

L'enjeu du débat sur la retraite nécessite que nous démultiplions les lieux de rencontre avec les syndiqués et les salariés pour qu'ils puissent avoir un certain nombre d'éléments de connaissance afin de mieux maîtriser ce dossier. La formation syndicale doit être au service de cette démarche.

Un vrai dispositif de formation de camarades qui seront en capacité d'animer un débat sur la retraite est en construction. La première étape était d'équiper des camarades par région qui avaient pour objectif, dans leur territoire respectif, d'outiller des formateurs qui au niveau de leur département soient en capacité de former de futurs animateurs de débats à partir d'un diaporama conçu par le collectif confédéral retraite ou de l'enregistrement de l'émission expression directe.

À ce jour, et en fonction des informations que nous avons, nous comptabilisons 257 camarades qui sont inscrits dans ce processus de déploiement. Depuis le lancement de ce dispositif, 141 journées d'études se sont soit tenues ou sont programmées tant dans les localités que dans les fédérations d'ici la fin du mois de mars. À 45 d'entre elles, ce sont 2151 syndiqués qui y ont participé.

C'est un début de dynamique, mais pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés nous avons encore besoin de former des « animateurs de débats » pour aller à la rencontre du plus grand nombre de syndiqués et de salariés sur leur lieu de travail.

les luttes

Partout, dans les entreprises, dans les services publics, l'éducation, des lycées aux crèches, dans le commerce, se développent notamment autour des négociations annuelles obligatoires, des luttes pour les salaires, les conditions de travail ou le maintien de l'emploi. C'est le cas par exemple, des infirmières, des nettoyeurs du transport urbain, de la justice, et la liste n'est pas exhaustive tant les luttes se développent dans

l'ensemble des secteurs, de l'industrie, au service à la personne jusqu'aux médecins généralistes qui demandent une revalorisation d'1 euro de leurs honoraires.



Cette rubrique est à votre disposition pour valoriser vos luttes, et celles qui gagnent en particulier.

construction unitaire

L'enjeu de l'unité d'action n'est plus à prouver pour l'efficacité des luttes, et les salariés en font la preuve dans les actions unitaires qui se développent sur salaire et emploi dans les entreprises.

Pour la CGT, cela représente un point d'appui sur la construction à avoir avec les diverses organisations syndicales de salariés, de lycéens, d'étudiants ou avec diverses associations sur des objectifs communs.

Les choses ne sont pas écrites d'avance et notre volonté unitaire permet que dans douze départements, FO appelle avec les autres syndicats pour la journée de grève et de manifestation du 23 mars.

Cette rubrique est à votre disposition pour faire connaître vos éléments de construction unitaires dans vos entreprises, vos territoires, vos professions.

Rendu visible à tous ce que se construit unitairement chez certain doit aider à faire pousser par les salariés leur exigence d'unité.

en direct du site...

Si vous souhaitez plus de renseignements concernant les manifestations, si vous souhaitez télécharger les tracts, rendez-vous sur le site de la CGT :

<http://www.cgt.fr>,
dossier sur la une :
« Le 23 mars, ensemble,
imposons d'autres choix ! »

info / intox

La mal nommée « Sauvegarde Retraite », une officine démagogue et poujadiste, prétend que les régimes complémentaires Agirc-Arrco seraient victimes « d'un pillage en règle » au profit de l'Ircantec, le régime complémentaire des contractuels de la fonction publique.

Qu'en est-il en réalité ?

La transformation de La Poste en société anonyme oblige les salariés à changer de caisse de retraite complémentaire, et donc à adhérer à l'Agirc et à l'Arrco. Les salariés embauchés après cette date ne relèveront donc plus de l'Ircantec.

Ces trois régimes complémentaires fonctionnent par répartition, c'est-à-dire que les actifs du moment financent les pensions de retraite du moment.

Or, l'Ircantec va devoir assurer le versement des pensions des actuels retraités ainsi que celles des actifs d'aujourd'hui qui vont continuer à acquérir des droits à retraite dans ce régime. En revanche, l'Ircantec se trouve privé de toutes les cotisations des nouveaux embauchés. Ce sont donc l'Arrco et l'Agirc qui vont percevoir ces cotisations sans avoir de prestations de retraite immédiates à verser.

Un tel schéma casserait le système solidaire par répartition. Pour éviter cela, il est convenu que l'Agirc et l'Arrco s'acquitteront auprès de l'Ircantec d'un montant lui permettant de verser les pensions actuelles et futures. C'est ce versement nécessaire au maintien de la répartition que « Sauvegarde Retraite » qualifie de « pillage en règle » ! Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage...

En tentant d'attiser la haine vis-à-vis des fonctionnaires ou des salariés des régimes spéciaux, « Sauvegarde retraite » roule en réalité pour le gouvernement qui aimerait bien aborder le rendez-vous 2010 avec un salariat divisé et donc affaibli.

La CGT a d'ores et déjà engagé une grande campagne d'information, pariant sur l'intelligence collective et la connaissance partagée des grands enjeux de la retraite.

Ceux qui, comme « sauvegarde retraite » misent sur l'ignorance et la crédulité en seront pour leurs frais.